

Tertiarisation: un problème pour notre système de formation?

Document complémentaire à la lettre d'information PANORAMA.actualités en juillet 2009

Nouvelle 6524fa

Changement structurel et inclusion à la formation comme défis de la formation d'apprentis

L'avenir du système dual occupe régulièrement la recherche nationale et internationale sur la formation. Elle est souvent placée dans le contexte de la part croissante des personnes travaillant dans le secteur des services, et plus particulièrement des services liés au savoir. Le présent article reprend cette idée, tout en signalant sur la base des développements et constats actuels que cet aspect ne suffit pas à saisir la dynamique du changement des systèmes de formation professionnelle. Des postulats d'inclusion sociale de tous les jeunes en formation après la scolarité obligatoire, ainsi que l'accent accru que met la politique de formation sur la «perméabilité» entre toutes les filières du niveau secondaire II et le système de formation tertiaire, sont également des facteurs d'influence. Arthur Schneeberger

Changement structurel, structure de qualification des branches et formation

La part des personnes travaillant dans le secteur secondaire de l'économie est tombée en Autriche de près de 34% lors du recensement 1991 à environ 28% lors du recensement 2001 (Bauer 2004: 386); en 2007, le secteur secondaire représentait 27% des personnes actives (Statistik Austria 2008, p. 51). Le processus de tertiarisation est ainsi empiriquement mis en évidence.

La part des apprentis parmi la population active était de 3% lors du dernier recensement, et la tendance est à la baisse (cf. Schneeberger 2007, p. 98). La part des apprentis était traditionnellement, avec 4,8%, plus élevée dans le secteur secondaire de l'économie que dans celui des services (2,4% selon le recensement 2001) (cf. Schneeberger, Nowak 2007, p. 65), d'où la préoccupation justifiée que la tertiarisation pourrait déboucher sur une perte de places d'apprentissage et d'entreprises formatrices.

Lors du recensement 2001, 55% des apprentis se trouvaient dans des entreprises du secteur des services. En même temps, près de 60% des personnes

ayant accompli un apprentissage travaillaient dans ce secteur. L'emploi d'anciens apprentis était donc de 5% supérieur à la proportion des apprentis pour la période de comparaison. La part des anciens apprentis et des apprentis étaient et sont plus faibles en moyenne dans les services que dans la production, mais avec de *grandes différences à l'intérieur des secteurs*; ainsi, les branches du commerce et du tourisme ont un taux d'apprentis nettement supérieur au taux global de 3% (cf. Schneeberger 2007, p. 108).

A propos de la tertiarisation

Dans ses caractéristiques essentielles, notre système de formation professionnelle a été conçu à une époque où l'industrie et les arts et métiers marquaient de leur empreinte le monde du travail en Suisse. Mais aujourd'hui, c'est le secteur tertiaire – ou secteur des services – qui emploie les trois quarts des personnes actives. Quelles sont les conséquences de ce changement pour la formation professionnelle? Quelles sont les adaptations que cela implique? Ou bien même: faut-il remplacer notre système parce qu'il ne correspond plus aux exigences? Nous avons posé ces questions à des représentants du monde scientifique et du domaine de la pratique.

Leurs réponses seront publiées comme documents PANORAMA.plus. www.edudoc.ch/record/35113 indique les contributions déjà parues et celles qui paraîtront ultérieurement. La rédaction

Rapport d'Arthur Schneeberger

Tableau 1: Structure formelle de qualification par segments économiques, 2008, personnes actives; en % (ligne); part la plus élevée par ligne mise en lumière

Segments économiques (à partir de 20 000 actifs)	Ecole obligatoire	Apprentissage	Ecole professionnelle cycle court	Ecole secondaire de culture générale	Ecole professionnelle cycle long	Haute école ou institution apparentée	Total par 1000
Agriculture et sylviculture	29	33	31	2	4	2	220 100
Secteur de la production	18	56	8	2	10	5	100
Production de marchandises	18	55	8	3	10	6	641 600
Approvisionnement en énergie	5	54	12	3	21	5	23 500
Approvisionnement en eau; élimination des pollutions	19	49	11	2	8	11	20 000
Bâtiment	19	59	8	2	10	4	376 600
Services	15	35	15	7	11	17	100
Commerce; maintenance et réparation de véhicules	18	53	11	5	8	6	661 300
Transports et entrepôts	17	55	10	6	7	4	203 400
Hébergement et restauration	29	40	13	7	8	4	251 100
Terrains et logements	15	36	12	7	20	11	32 700
Autres services économiques	28	37	10	7	11	7	135 300
Administration publique, défense, sécurité sociale	13	34	20	8	11	14	277 300
Art, divertissements et récréation	11	31	9	15	11	24	71 500
Autres services	17	45	12	7	6	13	99 100
Santé et services sociaux	10	21	31	8	8	23	359 900
Services financiers et assurances	5	19	20	11	28	18	143 500
Information et communication	6	22	10	15	23	24	97 100
Professions libérales, services scientif./techniques	6	18	12	9	20	35	211 800
Education et enseignement	5	9	9	7	11	59	234 900
Total segments économiques	16	40	14	6	11	14	4090 000

Source: Statistik Austria, microrecensement 2008; calculs de l'auteur

Rapport d'Arthur Schneeberger

A côté des services personnels et de la distribution, qui présentent des parts élevées d'anciens apprentis et d'apprentis, il y a - du point de vue de la formation - deux types de branches de services. Il y a d'une part des segments qui ne forment pratiquement pas d'apprentis, mais comptent une part substantielle de salariés avec apprentissage (administration publique, transports, entrepôts). Ils accueillent donc de toute évidence des personnes formées dans d'autres segments. Ce sont souvent des personnes qui, après un apprentissage, se dirigent hors du secteur de la production. Cette mobilité intersectorielle ne signifie pas toujours un éloignement complet du métier appris dans le sens large du terme. Ainsi, le secteur public emploie un nombre important de professionnels de métiers artisanaux. Cela inclut également des branches dans lesquelles la formation de jeunes est difficile, voire impossible du point de vue juridique (par exemple service de la voirie, évacuation des déchets). D'autre part, il y a des segments où la proportion d'apprentis comme celle de l'emploi d'anciens apprentis sont toutes deux inférieures à la moyenne. Ceci concerne notamment le secteur de l'enseignement et divers prestataires de services de savoir, à forte composante universitaire. Le recrutement se fait ici dans une large mesure par le biais de la formation professionnelle scolaire et des études supérieures.

Par rapport à la mobilité après l'apprentissage, il faut garder à l'esprit que la formation des apprentis en Autriche commence en général à l'âge de 15 ou 16 ans. Dans une société ouverte, une grande mobilité parmi les jeunes de 18 ou 19 ans en fin d'apprentissage n'a rien d'étonnant. A propos de l'apprentissage des jeunes, il faut par ailleurs noter que tous ceux qui poursuivent leur formation formelle (accomplissant par exemple une école professionnelle technologique pour personnes en emploi ou le baccalauréat professionnel) tombent dans les statistiques sur le niveau de formation atteint hors de la catégorie «apprentissage» et ne peuvent donc plus être identifiés dans les statistiques officielles sur les personnes en emploi.

En résumé, on peut retenir que le taux moyen d'apprentis relativement faible dans le secteur des services est dû d'une part au fait que dans les services qualifiés, on emploie depuis longtemps aussi des personnes issues de la formation professionnelle

scolaire, et d'autre part à ce que l'on trouve dans les services simples beaucoup de personnes sans formation ou avec formation élémentaire, et que l'on y constate jusqu'à présent un manque de qualifications susceptibles de faire l'objet d'un apprentissage ou de métiers d'apprentissage correspondants.

La croissance du secteur des services suppose donc des développements spécifiques selon les branches en vue de couvrir le besoin de qualification. L'idée d'une tertiarisation qui ne serait portée que par des qualifications supérieures est empiriquement chimérique. Les qualifications et les besoins de formation dans le secteur des services sont très divers, de sorte que les orientations de formation axées trop exclusivement sur les services de savoir à forte tendance académique et pas assez sur les services traditionnels risquent de parvenir à des conclusions erronées.

Niveau d'accès plus élevé à la formation et à la vie professionnelle

Du fait du changement structurel, les «métiers simples» dans l'agriculture et la production sont devenus plus rares. Là où ils existent encore ou augmentent (comme dans les services traditionnels), on constate que ces «métiers simples» ne sont souvent plus si simples que cela. En règle générale, on attend aujourd'hui des connaissances linguistiques, des compétences sociales et une bonne faculté d'adaptation, ou même des notions d'informatique, qui n'exigent certes pas de formation professionnelle, mais néanmoins une qualification.

L'accès à la formation et à la vie professionnelle après la scolarité obligatoire est devenu un problème; outre le changement structurel, les facteurs démographiques (recul des naissances de la population autochtone, immigration de familles souvent peu proches des milieux de la formation ou regroupement familial tardif) et les ambitions de formation changeantes également jouent ici un rôle. Dans les années 70, environ 40% des jeunes pouvaient trouver, même sans formation après l'école obligatoire, un accès à la vie professionnelle (cf. Schneeberger 2007, p. 96). Ce n'est plus le cas de nos jours. On attend des jeunes un effort de formation, et de l'économie qu'elle fournisse des places d'apprentissage à tous ceux qui ne souhaitent pas accomplir une formation scolaire. C'est là que se situe le problème. Le débat politique

Rapport d'Arthur Schneeberger

et scientifique sur la formation s'articule donc depuis des années autour de la mise à disposition de places de formation pour tous les jeunes. La politique de formation, le gouvernement et les partenaires sociaux sont soumis à une forte pression dans ce sens depuis 1996 environ, de sorte qu'une «garantie d'instruction et de formation» soutenue par toutes les parties occupe depuis 2007 une place primordiale dans le discours politique (cf. Schneeberger 2009). Du fait des attentes traditionnelles, cela concerne notamment la formation des apprentis.

Modèles éprouvés sur le marché de l'emploi

Sur le marché de l'emploi, toutes les filières de formation professionnelle après la scolarité obligatoire ont fait leurs preuves, même en période de crise. Des données empiriques de longue date sur les taux d'emploi et de chômage confirment la validité de la formation professionnelle en Autriche dans ses trois variantes (apprentissage, école professionnelle de cycle court et de cycle long). Les constats sont également favorables au niveau de l'emploi adéquat (Schneeberger 2007, p. 104 ss).

La complémentarité des offres de formation (apprentissage ou école) sera donc maintenue en Autriche à l'avenir, même s'il devait y avoir ici ou là des changements de proportion. Non seulement la formation duale, mais également les modèles scolaires à plein temps sont soutenus par les entreprises (stages, projets, etc.) et acceptés sur le marché de l'emploi, bien sûr avec de fortes différences d'une branche à l'autre, découlant de la structure et des besoins de qualification. Pour l'avenir, il reste toutefois quelques impondérables.

Perspectives

Le changement structurel se manifeste certes dans une certaine mesure par une composition modifiée de la formation d'apprentis selon les métiers et les branches, mais les grands axes de la formation duale dans le secteur productif et les services traditionnels et de distribution se sont maintenus jusqu'à présent et devraient à l'avenir encore constituer des éléments clés de la formation duale. Par rapport au discours restant un peu vague sur les «métiers d'avenir», on peut en tout cas constater que l'apprentissage restera sans doute fort à l'avenir là où il l'est déjà aujourd'hui.

Dans les grands métiers d'apprentissage techniques et artisanaux, il n'y a guère d'offres entièrement scolaires alternatives à l'apprentissage (formation duale). Par ailleurs, les services personnels, le commerce ou la réparation, la maintenance, le bâtiment et les métiers annexes ne sont guère menacés par la délocalisation des emplois. Il ne faut pas non plus négliger la question de la réduction des offres de formation en raison de l'immigration d'une main-d'œuvre déjà qualifiée.

Les écoles professionnelles à plein temps disposent pour la plupart de possibilités de stage et de bons contacts avec les entreprises. La compétition autour des jeunes a avant tout des causes démographiques, sachant que l'apprentissage s'est avéré suffisamment attractif en comparaison avec la formation professionnelle scolaire à plein temps sans baccalauréat. Le baccalauréat professionnel introduit en 1997 entend favoriser la parité avec l'école professionnelle de cycle long, dont la part est passée au cours des 20 dernières années de 6 à 27% des jeunes scolarisés en 10e année (cf. Schneeberger 2007, p. 95).

Les entreprises participent à la formation et affirment qu'elles formeraient davantage de jeunes s'il y avait une offre adéquate accrue de jeunes en quête d'apprentissage (Schneeberger et al. 2008, p. 52 ss). En même temps, beaucoup de jeunes ont du mal à trouver une place de formation. Depuis le milieu des années 90, le nombre des jeunes demandeurs inscrits dépasse tous les ans fin septembre le nombre de places proposées. On a par conséquent développé les institutions de formation extérieures aux entreprises (cf. Schneeberger 2009).

De toute évidence, on ne saurait déduire directement les exigences envers la formation duale du changement structurel de l'économie. Dans l'esprit de la politique de formation et de la population, l'apprentissage n'est pas seulement considéré comme une voie conduisant à l'employabilité, mais aussi comme une phase d'instruction à laquelle l'individu a droit. La voie vers la formation dans le système dual ou scolaire, ainsi que l'âge du début de la formation duale, s'avèreront sans doute des questions décisives à long terme pour la politique de formation en Autriche.

Rapport d'Arthur Schneeberger

La question de la voie vers la formation duale pose aussi celle de savoir dans quelle conception cette formation duale peut devenir attrayante pour les élèves ayant accompli une école secondaire de cycle court ou long. A l'heure actuelle, on ne sait pas encore si et dans quelle mesure on peut parvenir à renforcer des liens consécutifs entre les filières - par exemple une formation duale après une formation scolaire à plein temps. L'apprentissage après une formation scolaire est encore très peu développé en Autriche, mais pourrait prendre de l'importance un jour dans certains métiers spécialisés de bureau. Parmi les jeunes filles commençant un apprentissage, on estime aujourd'hui - dans la mesure des données disponibles - que 2,5% viennent des classes terminales d'une école débouchant sur le baccalauréat; chez les jeunes garçons, ce taux est de 1,3% (Nowak, Schneeberger 2005, p. 37 s).

Un récent pronostic à moyen terme de la CEDEFOP indique - malgré la tertiarisation croissante de l'emploi - de bonnes possibilités pour les personnes avec formation professionnelle: on peut ainsi considérer qu'en 2015, environ 70% des emplois en Europe seront accessibles par le biais de la formation professionnelle - duale ou autre -, 10% sans formation spécialisée, et 20% environ exigeront des qualifications universitaires ou comparables (CEDEFOP 2008, p. 48 s). Les besoins de qualification qui en découlent pourront comme par le passé être couverts, avec différentes stratégies de formation nationales, au niveau secondaire II ou post-secondaire. Il n'y a ni schéma de développement universel, ni possibilité de déduction sur la seule base du degré de tertiarisation de l'emploi.

A propos de l'auteur

Arthur Schneeberger travaille à l'Institut de recherche en formation de l'économie (Institut für Bildungsforschung der Wirtschaft, ibw) à Vienne, Autriche. Il dirige des projets de recherche nationaux et internationaux et a publié de nombreux travaux sur la formation professionnelle et universitaire, la formation des adultes et la comparaison internationale des systèmes de formation.

Traduction: AHA Translations; mise en page: rh

Références

Bauer, Adelheit. «Volkszählung 2001. Berufliche und wirtschaftliche Struktur der Erwerbstätigen». Statistische Nachrichten 5 2004. éd. Statistik Austria. Vienne 2004, p. 382 - 390.

Blinder, Alan S. «Fear of Offshoring». CEPS Working Paper 119 2005., 31 p. <http://www.princeton.edu/~ceps/workingpapers/119blinder.pdf> (13/2/2007)

CEDEFOP: Future Skill needs in Europe - Medium-term forecast - Synthesis report. Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, 2008.

Schneeberger, Arthur; Nowak, Sabine: Lehrlingsausbildung im Überblick. Strukturdaten zu Ausbildung und Beschäftigung, ibw, 2007.

Schneeberger, Arthur: Lehrlingsausbildung in Österreich: Trends - Probleme - Perspektiven. Dans: Jens U. Prager, Clemens Wieland (éd.): Duales Ausbildungssystem - quo vadis? Berufliche Bildung auf neuen Wegen, Gütersloh, 2007.

Schneeberger, Arthur; Petanovitsch, Alexander; Nowak, Sabine: Qualifizierungsleistungen der Unternehmen in Österreich. Unternehmensbefragung und Analyse europäischer Erhebungen, ibw-Forschungsbericht Nr. 145, Vienne, novembre 2008.

Schneeberger, Arthur: Bildungsgarantie bis zum 18./19. Lebensjahr - Entwicklungen und Perspektiven in der Berufsbildung. Dans: Werner Specht (éd.): Nationaler Bildungsbericht Österreich 2009, Band 2, Graz 2009, p. 55 - 72. En ligne: <http://www.bifie.at/news/770> (19/06/2009).

Statistik Austria: Volkszählung 2001 - Bildungsstand der Bevölkerung, Vienne, 2005

Statistik Austria: Arbeitskräfteerhebung 2007, Vienne 2008.

Statistik Austria: Bildung in Zahlen 2007/08. Schlüsseindikatoren und Analysen. Vienne, 2009.

Impressum

Document complémentaire à la newsletter PANORAMA.actualités. © chez l'éditeur: Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO, Berne

Possibilité de s'abonner gratuitement via le site www.panorama.ch; on y trouve les éditions précédentes et d'autres informations sur le marché du travail, la formation professionnelle, l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.

Rédacteur responsable: Emil Wettstein, Berufsbildungsprojekte GmbH Zürich, redaction@panorama.ch